

A 20 C



John Carter Brown Library Brown University



Purpose of the second of



ARRÊT

DE L'ASSEMBLÉE PROVINCIALE

De la partie du Nord de Saint-Domingue féant au Cap,

CONTRE BARBÉ DE MARBOIS, ses Conseils, Complices & adhérens.

En date du 21 Septembre 1789.

Vu par ladite Assemblée de ce jour, la procédure par elle extraordinairement faite & instruite sur la dénonciation & réquisition du Procureur-Syndic de ladite Assemblée contre Barbé de Marbois, ci-devant Intendant de St-Domingue, ses conseils, complices & adhérens: ledit Marbois accusé d'avoir abusé dans diverses circonstances de l'autorité à lui consiée par S.M., & notamment d'avoir fait exécuter la réunion des Conseils, quoiqu'il eût ordre de n'en rien faire si elle lésoit la partie du

Nord, & de s'être opposé à l'admission des Députés de St-Domingue aux Etats-Généraux; de s'être approprié la manutention des deniers Curiaux & Suppliciers; d'avoir fait passer en France plus de deux millions d'argent de cette Colonie pour acheter son crédit; d'avoir fait un commerce illicite relativement aux terres à réunir & à concéder en cette Colonie; de s'être opposé formellement & de toutes ses forces à l'introduction des farines Angloises, au moment où la Colonie étoit dans la plus grande disette, & ce, à cause de la spéculation qu'il avoit projettée & proposée à son beau-père, à la nouvelle Angleterre, lequel devait lui en faire passer exclusivement à tout autre une grande quantité sur laquelle il auroit fait un bénéfice considérable; d'avoir voulu s'approprier le droit d'inspection de la rade du Portau-Prince, au détriment de l'Officier du Roi commandant la station, & autres faits portés en ladite plainte, &c. &c. &c.

Conclusions du Procureur-Syndic.

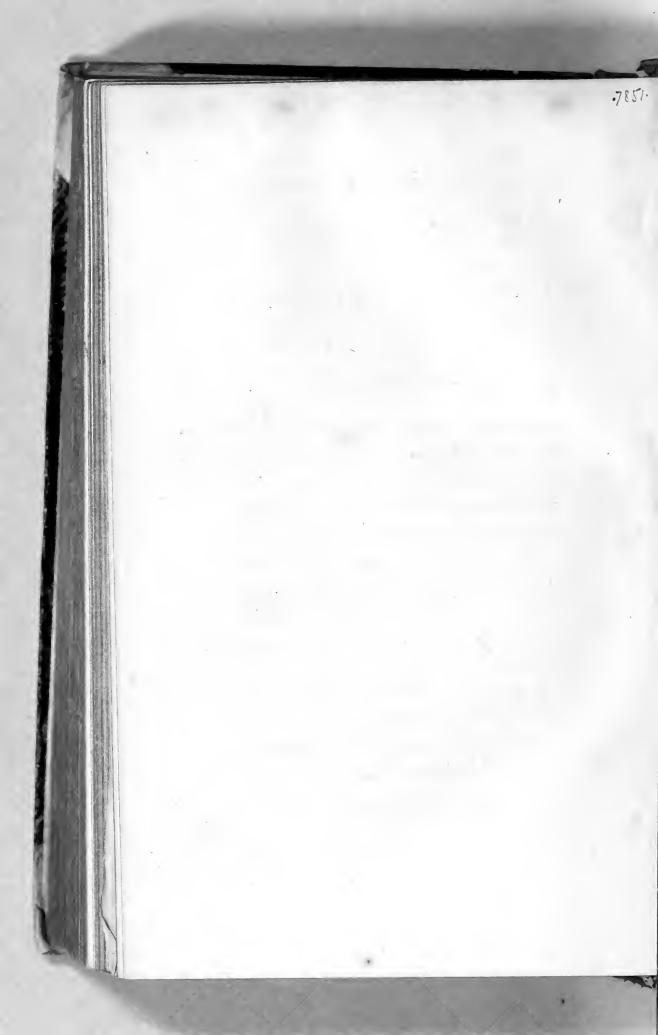
Ouï le rapport d'un de Messieurs & tout vu & considéré, ladite Assemblée déclare ledit Barbé de Marbois duement atteint & convaincu des faits portés en ladite plainte; pour réparation de quoi, le condamne à être pendu & étranglé jusqu'à ce que mort s'ensuive, à une potence qui sera pour cet esset dressée sur la place de Clugny de cette ville, par l'Exécuteur de la Haute-Justice, de suite son corps brûlé, ses cendres jettées au vent, ses biens consisqués au prosit des pauvres de la Colonie; & en ce qui concerne ses Conseils, Complices & Adhérens, ladite Assemblée ordonne qu'il sera plus amplement informé pendant un an, toutes choses demeurant en état.

Donné au Cap, en la Chambre de ladite Assemblée, cejourd'hui 21 Septembre 1789.

EMANUEL, Président & Rapporteur.

Collationné DOCTORUS, Greffier.

Vu & lu, l'Arrêt exécuté ledit jour & an, à 7 heures du foir au flambeau, DOCTORUS, Greffier.



EXTRAIT

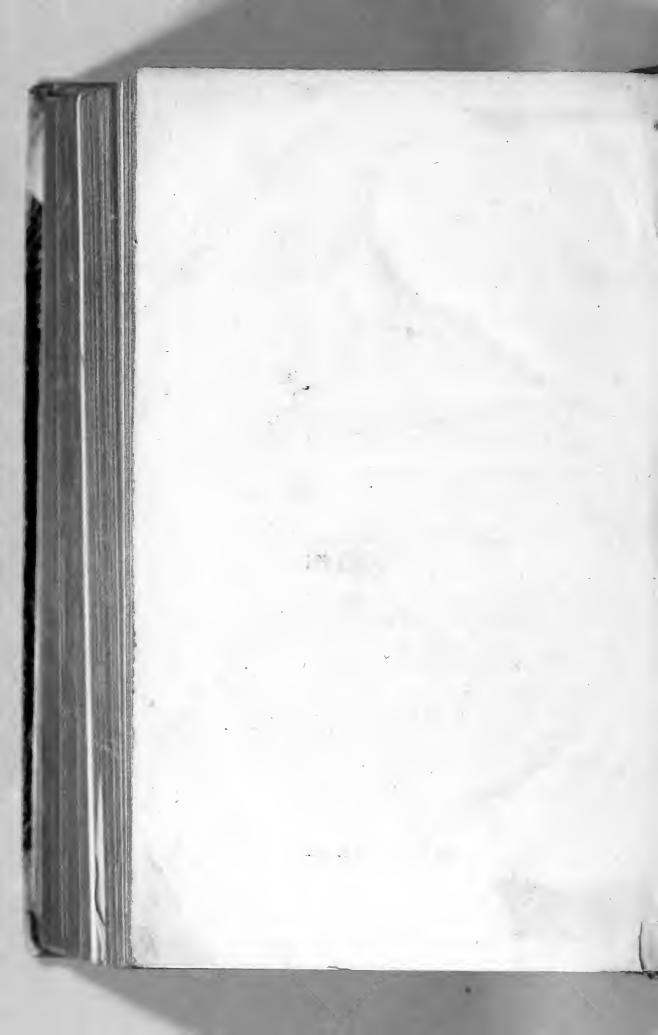
Du Procès-Verbal de l'Assemblée des Colons Américains.

Du 22 Septembre 1789.

L'ASSEMBLÉE, délibérant sur la proposition qui lui a été faite par un de ses Membres, a unanimement arrêté que, pour donner à la Nation une preuve de leur zèle & de leur dévouement, les Colons Américains votoient, & que MM. leurs Députés demeuroient autorisés, en vertu des Présentes, à offrir à l'Assemblée Nationale, pour subvenir aux charges de l'Etat, la quatriéme partie de tous leurs revenus, ce qui peut être un objet de six millions; & en outre un cautionnement de la cinquantième partie de leurs biens, pour liquider la dette Nationale.

DE JOLY, Président.

ROLLAND-AUDIGER, Secrétaires.



),10

